Communiqué de Jean GLAVANY

L'appel des médecins hospitaliers pour la sauvegarde du secteur public de santé dans les Hautes Pyrénées, est une bonne nouvelle qui semble marquer enfin la nécessaire mobilisation de ceux, qui, avec les malades et l'ensemble des personnels, sont les premiers concernés par l'avenir de l'Hôpital public.

Rappelons que cette mobilisation a beaucoup manqué au moment où était envisagé le funeste projet de Lanne qui entrainait ipso facto la fermeture immédiate des deux hôpitaux publics de Tarbes et Lourdes et la mort à court terme d'un hôpital unique qui n'avait aucune viabilité économique. Heureusement la mobilisation citoyenne et celle de quelques élus avaient empêché l'irréparable.

Que les signataires de cet appel s'inquiètent des rapports de la Cour des Comptes est une très bonne chose! La Cour condamne les partenariats publics privés (P.P.P) mais il n'en est pas question ici. Elle met aussi en garde sur les recherches de complémentarités entre le public et le privé qui se sont faits trop souvent au détriment du public. C'est un risque chez nous et nous sommes quelques uns à alerter depuis quelques mois l'ARS sur ce danger. Cette mobilisation nous y aidera surtout elle évite le piège d'une concurrence sauvage entre le public et le privé : la santé n'est pas une marchandise sur un marché, c'est un droit fondamental et le privé doit apporter, un complément utile au public et non pas le concurrencer déloyalement. Et si, dans certains domaines, il devait avoir l'exclusivité, ça ne serait acceptable qu'aux conditions du public et, par exemple, sans dépassements d'honoraires.

Que ces signataires s'impatientent de voir aboutir le projet médical commun, ils ont bien raison! Mais on partait de rien il y a un an encore!! J'appelle ces médecins à apporter leurs contributions à ceux qui, courageusement, y travaillent: leur mobilisation sera utile.

Au-delà si cette nécessaire mobilisation aidera à éviter les risques, à concrétiser ce projet en cours d'élaboration, elle doit surtout aider à convaincre le gouvernement de la situation de nos hôpitaux publics, à Tarbes comme à Lourdes, qui sont en très grande difficulté et ont besoin, vite, d'un projet d'avenir au service de tous nos concitoyens : décider la construction d'un hôpital neuf 100 % public à Tarbes et le maintien d'un hôpital public complémentaire à Lourdes, est indispensable et vite.